

Audience avec Monsieur SAPIN

FO réaffirme ses revendications !

Monsieur Sapin, Ministre des Finances et des Comptes publics, a reçu en bilatérale une délégation de **FO Finances** le 17 avril, dans le cadre de ses premiers contacts avec les fédérations.

Il était entouré de sa directrice de cabinet, Madame Waysand, de son conseiller social Monsieur Huwart, du Secrétaire Général, Monsieur De Jekhowsky et du conseiller social du Ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique, Monsieur Luciani.

La délégation **FO Finances** était composée de : Philippe Grasset (Secrétaire Général), Hélène Fauvel (DGFIP), Jacques Deffieux (DGDDI) et Bernard Boidin (DGT).

Cette audience de quarante cinq minutes est intervenue la veille de la publication des décrets d'attribution des différents ministères.

FO Finances a rappelé qu'elle s'inscrit pleinement dans l'appréciation négative portée par sa Confédération sur le Pacte de responsabilité et la politique d'austérité illustrée par la recherche de 50 nouveaux milliards d'euros d'économies, dont le détail a été annoncé par le Premier Ministre.

Le Ministre, dans le droit fil des annonces de Monsieur Valls, a confirmé que les ministères économiques et financiers n'étaient pas prioritaires dans la politique de l'emploi public du gouvernement !

En réponse à une clarification demandée par **FO Finances**, le Ministre a réaffirmé l'engagement du Président de la République de stabiliser les effectifs de la Fonction Publique de l'État.

**50 000
SUPPRESSIONS
d'EMPLOIS EN
20 ANS**

FO Finances a rappelé au Ministre que depuis son départ en 1993, 50 000 suppressions d'emplois ont eu lieu à Bercy!

FO Finances a pris appui sur le récent résultat de l'observatoire interne pour démontrer le malaise social croissant dans les ministères économiques et financiers.

Notre délégation est revenue sur les conflits en cours à la DGFIP et à la DGDDI et a demandé l'abandon des démarches stratégiques.

Le Ministre a confirmé que la réforme du contrôle fiscal engagée par ses prédécesseurs irait à son terme.

Pour la Douane, face au blocage total de dialogue social avec les syndicats représentant près de 80% des personnels, **FO Finances** a expliqué qu'une initiative au niveau ministériel serait seule capable de sortir de l'impasse actuelle.

Notre délégation a relayé l'inquiétude des agents concernés par le transfert du commerce extérieur et du tourisme au Ministère des Affaires Étrangères, même si après bien des interventions de toutes les structures **FO**, des assurances sur le maintien de la gestion des corps à Bercy ont évité le pire.

FO Finances a interrogé le Ministre sur le devenir du dossier de mutualisation des fonctions support, en expliquant que pour notre fédération son abandon s'imposait.

FO Finances a rappelé son exigence de voir publier rapidement l'arrêté fixant les taux promus/promouvables.

FO Finances a également rappelé son exigence d'une action sociale ministérielle de haut niveau, d'une politique la politique de santé et de sécurité au travail à la hauteur des besoins des agents. Cela passe par, au minimum, le maintien des budgets et des emplois dans le PLF 2015.

Dans le cadre du plan d'action sur l'égalité professionnelle en cours d'élaboration, **FO Finances** a déploré son manque d'ambition et dénoncé les règles de gestion prises en parallèle par la DGFIP qui vont à l'encontre de cet objectif, en imposant depuis cette année une mobilité géographique aux agents promus de C en B.

De même, dans la perspective des futures négociations sur un éventuel plan de prévention des Risques Psycho-sociaux, **FO Finances** a rappelé que si l'administration refusait d'intégrer les causes (suppressions d'emplois, augmentation de la charge de travail), il serait illusoire de trouver un accord en se concentrant sur les seules conséquences de cette politique.

Cette première prise de contact a été sans surprise, Monsieur Sapin réservant ses réponses au Comité Technique Ministériel du 30 avril, qu'il présidera.

Après le discours du Premier Ministre la veille, une chose perdure, les agents de Bercy sont encore et toujours considérés comme des variables d'ajustement budgétaires et non comme des personnels exerçant des missions républicaines de service public dans l'intérêt du développement économique et financier de notre pays. Dans le prolongement de la journée du 20 mars, FO Finances appelle les agents à rester mobilisés en participant nombreux aux manifestations du 1^{er} mai et en amplifiant le rapport de forces par leur participation massive à la journée de grève du 15 mai.

RETROUVEZ TOUTE L'ACTUALITÉ
DE LA FEDERATION SUR :

<http://www.financesfo.fr/> 